

APPEL D'OFFRE OUVERT

**MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE ET
DES INSTALLATIONS D'EXTINCTION FIXES A GAZ DU CH
GEORGES MAZURELLE – EPSM DE VENDEE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Etablissement support du GHT Vendée

Le Centre Hospitalier Départemental VENDEE

Etablissement support du GHT Vendée (pour le compte de l'EPSM Vendée, établissement partie)

Les Oudairies – Boulevard Stéphane Moreau

85925 La Roche sur Yon Cedex 9

**Représenté par son Directeur Général M. Olivier SERVAIRE-LORENZET,
ci-après nommé « CHD Vendée ».**

SIREN : 268 502 424

SIRET : 268 502 424 00016

APE : Activités hospitalières (8610Z)

**Marché conclu en application des articles R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du Code de la
Commande publique.**

Le présent marché comporte **21** pages numérotées de 1 à 21

ARTICLE 1 - Documents contractuels applicables au marché	4
ARTICLE 2 - Objet du marché	4
ARTICLE 3 - Procédure appliquée et nature du marché	4
ARTICLE 4 - Allotissement.....	4
ARTICLE 5 - Durée du Marché	4
ARTICLE 6 - Prix du marché.....	5
6.1. Dispositions générales.....	5
6.2. Date d'établissement des prix.....	5
6.3. Type de prix	5
6.4. Forme de prix.....	5
6.4.1. Choix des index de référence	5
6.4.2. Formule de variation des prix	6
6.4.3. Clause de sauvegarde.....	6
6.5. Contenu des prix.....	6
ARTICLE 7 - Conditions de Paiement.....	6
7.1. Généralités.....	6
7.2. Avance.....	6
7.2.1. Montant de l'avance.....	6
7.2.2. Remboursement de l'avance	7
7.3. Acomptes	7
7.4. Solde.....	7
7.5. Délai de paiement.....	7
ARTICLE 8 - Modalités de paiement.....	8
8.1. Présentation des factures sous forme électronique	8
8.2. Modalités de règlement	8
ARTICLE 9 - Délais du marché	8
9.1. Date de début d'exécution	8
9.2. Contenu des délais	9
9.3. Définition des délais.....	9
9.4. Prolongation des délais d'exécution	9
9.5. Pénalités	9
9.5.1. Pénalités pour retard dans les délais d'intervention	11
9.5.2. Pénalités pour retard dans la mise en place d'un agent de sécurité SSIAP	11
9.5.3. Pénalités pour retard dans la réalisation des travaux de levée de réserve.....	11
9.5.4. Modalités d'application des pénalités	11
ARTICLE 10 - Conditions d'exécution.....	11
10.1. Responsabilité du titulaire.....	11
10.2. Clauses techniques particulières	11
10.3. Lieux d'exécution	12
10.4. Opérations de vérification, décision à l'issue des opérations de vérification et réception.....	12
10.4.1. Opérations de vérification	12
10.4.2. Dématérialisation de la décision de réception	12

10.4.3.	Délai de notification de la décision	12
10.4.4.	Date d'effet d'admission	12
ARTICLE 11 -	GARANTIES	12
11.1.	Garanties de bonne exécution	12
11.2.	Garantie suite à remplacement	12
ARTICLE 12 -	MODIFICATIONS DU MARCHE	12
12.1.	Clause de réexamen	12
12.1.1.	Cession de marché	13
12.1.2.	Ajout ou suppression de matériel et/ou d'installation	13
12.2.	Clause modificative	Erreur ! Signet non défini.
12.2.1.	Travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires	13
12.2.2.	Circonstances imprévues	13
12.2.3.	Modification non substantielle	13
12.2.4.	Modification de faible montant	13
12.3.	Force majeure	14
ARTICLE 13 -	Respect des règles propres aux établissements de santé	14
ARTICLE 14 -	Confidentialité	14
ARTICLE 15 -	Obligation d'information et de conseil	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 16 -	SECURITE ET DISCIPLINE	14
ARTICLE 17 -	ASSURANCES	14
ARTICLE 18 -	CERTIFICATIONS – NORMES - REGLEMENTATION	15
ARTICLE 19 -	PLAN DE PREVENTION	15
ARTICLE 20 -	SOUS TRAITANCE	15
ARTICLE 21 -	CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	16
ARTICLE 22 -	CONDITIONS DE RESILIATION	17
22.1.	Résiliation pour manquements graves et répétés :	17
22.2.	Exécution aux frais et risques	17
22.3.	Résiliation pour motif d'intérêt général :	17
22.4.	Résiliation pour faute :	18
ARTICLE 23 -	MARCHES SIMILAIRES	18
ARTICLE 24 -	REGLEMENT DES LITIGES	18
ARTICLE 25 -	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	18
ARTICLE 26 -	DEROGATION AU CCAG	18
ANNEXE :	FICHE DE RENSEIGNEMENTS	20

ARTICLE 1 - DOCUMENTS CONTRACTUELS APPLICABLES AU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le présent marché est régi par les documents ci-après, cités par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Décomposition du Prix Global et forfaitaire ;
 - o Annexe 2 : Bordereau de prix unitaire.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021, dit CCAG/FCS ci-après ;
- Le mémoire technique du titulaire ;

Le titulaire reconnaît expressément être en possession et avoir pris connaissance de ces documents dont il accepte les dispositions. Toutes les dispositions spécifiques de l'offre du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, et les documents associés pouvant induire une restriction en termes d'obligation et d'engagement par rapport aux documents contractuels et au présent marché sont inopposables au pouvoir adjudicateur quelle qu'en soit la forme. Concernant les pièces contractuelles postérieures à la notification du marché, le titulaire accepte expressément de ne pas se prévaloir de ses conditions générales de vente. L'offre technique et financière du titulaire n'est opposable qu'à lui-même.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la maintenance des systèmes de sécurité incendie et des installations d'extinction fixes à gaz du CH Georges Mazurelle – EPSM de Vendée.

ARTICLE 3 - PROCEDURE APPLIQUEE ET NATURE DU MARCHÉ

Le marché est lancé selon un appel d'offre ouvert en application des articles R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est un marché mixte. Il comprend ainsi une partie des prestations qui s'effectuent de manière forfaitaire, et une partie des prestations qui s'effectuent via l'émission de bons de commande.

Concernant les bons de commande

Par ailleurs, une part de prestations qui peuvent être émises par bons de commande, suivant les dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les commandes seront passées dans les conditions suivantes :

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés à dater de la réception d'un bon de commande pour faire connaître ses réserves. L'émission du bon de commande par la personne publique et l'émission des réserves par le titulaire se font conformément à l'article 3.1 du CCAG/FCS, en cas d'envoi postal, c'est la date de l'accusé de réception qui sera retenue. Passé ce délai, le titulaire sera engagé à exécuter la commande aux conditions définies par le bon de commande. Les réserves du titulaire, si elles sont reconnues fondées par le service, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande.

Les devis excédant 8000€ HT pourront faire l'objet d'une mise en concurrence par le pouvoir adjudicateur, sans que le Titulaire puisse prétendre à aucune exclusivité.

ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre 2028.

En cas de notification postérieure aux dates sus indiquées, le marché démarre à compter de la date de notification, sans impact sur la date de fin.

Si le décalage est trop important, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander à l'attributaire d'ajuster le montant du marché au prorata de la durée.
Une nouvelle DPGF sera alors adoptée par voie de mise au point.

Par ailleurs, le marché pourra être reconduit pour des nouvelles périodes de 12 mois maximum chacune et de 24 mois maximum, toutes reconductions comprises

La décision de reconduction précisera la durée et/ou la date de fin de chaque nouvelle période ainsi que le périmètre de la reconduction.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il se prononce au moins 1 mois avant la fin de la période en cours.

En cas de reconduction tacite, la période de prolongation est de douze mois.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Les délais du marché sont définis à l'article 9 *infra*.

ARTICLE 6 - PRIX DU MARCHÉ

6.1. Dispositions générales

L'unité monétaire du marché est l'euro. Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations et fournitures aux conditions de prix figurant aux à l'acte d'engagement et ses annexes.

Le montant de la part de prestation pouvant être commandée par bons de commande est au maximum de 50 000 euros HT pour toute la durée du marché, reconductions comprises.

6.2. Date d'établissement des prix

Les prix initiaux figurant à l'acte d'engagement et ses annexes sont établis à la date « d'établissement des prix » soit le mois **de janvier 2025 (mois M₀)**.

6.3. Type de prix

Les prix (hors prestations à bons de commande) sont forfaitaires et définitifs.

Le prix du marché correspond au forfait établi pour la durée initiale, soit du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre 2028 (attention 1^{ère} année incomplète).

Le forfait annuel applicable en cas de reconduction pour une période de 12 mois est indiqué dans la DPGF.

En cas de reconduction pour une durée inférieure à 12 mois, le titulaire transmettra un devis établi en application des prix du marché, pour la seule période considérée.

Les bons de commande seront passés à prix définitif sur la base des prix unitaires fixés à l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

6.4. Forme de prix

Les prix sont révisibles chaque année, à compter du 1^{er} janvier 2026 suivant la formule prévue à l'article 6.4.2 *infra*.

Le titulaire adresse sa demande de révision des prix, accompagnée de la nouvelle décomposition des prix globale et forfaitaire et du nouveau bordereau des prix faisant apparaître le coefficient de révision et son calcul, au moins 2 mois avant la fin de l'année civile, soit avant le 1^{er} novembre

6.4.1. Choix des index de référence

Les indices de références pour l'actualisation des prix faisant l'objet du marché sont les suivants :

- ICHT – indice du coût horaire du travail révisé – tous salariés – Industries mécaniques et électriques (identifiant : 0001565183), consultables sur le site de l'INSEE.
- FSD2 – indice Frais et services divers modèle n° 2.

6.4.2. Formule de variation des prix

La formule appliquée sera la suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,65 \times (ICHT_1/ICHT_0) + 0,20 \times FSD2_1/FSD2)$$

dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix initial à la date d'établissement des prix mentionnée à l'article 6.2

ICHT₁, FSD2₁ = dernières valeurs des indices mentionnés à l'article 6.4.1 publiées à la date du 1^{er} octobre.

ICHT₀, FSD2₀ = valeur des mêmes indices à la date d'établissement des prix.

6.4.3. Clause de sauvegarde

Dans le cas où le taux de révision annuelle serait supérieur à 2%, le CH Georges Mazurelle – EPSM de Vendée se réserve la possibilité de résilier le marché.

6.5. Contenu des prix

Le montant du marché tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCTP et notamment :

- Les pièces de rechange,
- Tous les frais de main d'œuvre,
- Les matières consommables nécessaires,
- La documentation prévue au CCTP,
- L'accompagnement de l'opérateur chargé de réaliser les contrôles réglementaires,
- L'installation et la mise en service des équipements,
- La formation des utilisateurs,
- Les frais de déplacement et d'hébergement des agents du titulaire et de ses éventuels sous-traitants,
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures,
- Les marges pour risques et marges bénéficiaires,
- La garantie.

ARTICLE 7 - CONDITIONS DE PAIEMENT

7.1. Généralités

Les paiements dus au titulaire (et au sous-traitant à paiement direct, le cas échéant) au titre du marché s'effectuent selon les modalités définies au présent article qui complète les articles du Titre IX, Chapitre 1^{er} du Code de la Commande publique.

Par dérogation à l'article 11 du CCAG FCS, la demande de paiement peut être remplacée par une facture.

7.2. Avance

7.2.1. Montant de l'avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance sera effectué en application de l'article 11.1 - option A du CCAG FCS (taux de 20% pour les PME, taux de 5% hors PME).

Pour la partie forfaitaire du marché (hors prestations commandables par bons de commande), le titulaire pourra bénéficier d'une avance s'il n'y renonce pas.

Pour les bons de commande dont le montant initial est supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois, le titulaire pourra bénéficier d'une avance s'il n'y renonce pas.

Dans ce cas, les modalités de calcul sont celles figurant à l'article R2191-7 du Code de la Commande publique avec un taux de l'avance fixé à 5%.

Pour les petites et moyennes entreprises, le taux de l'avance est de 20%.

Pour les bons de commande dont le montant initial est supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois, le titulaire pourra bénéficier d'une avance s'il n'y renonce pas.

Dans ce cas, les modalités de calcul sont celles figurant à l'article R2191-7 du Code de la Commande publique avec un taux de l'avance fixé à 5%.

Pour les petites et moyennes entreprises, le taux de l'avance est de 20%.

Le titulaire effectuera ses demandes de versement des avances à la personne mentionnée en annexe au CCAP.

7.2.2. Remboursement de l'avance

L'avance sera remboursée par précomptes sur les sommes dues à titre d'acompte ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC du bon de commande ou de la partie forfaitaire du marché.

7.3. Acomptes

Sur sa demande écrite, et après visa par l'organisme chargé de constater l'avancement des prestations, le titulaire a droit au versement d'acomptes. La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

Si l'organisme chargé du constat observe que l'avancement réel des prestations ne correspond pas au montant demandé au titre des acomptes, le montant de l'acompte prévu contractuellement pourra être réduit à la valeur de l'avancement réel des prestations. En cas d'absence totale d'avancement réel des prestations, la date d'ouverture du droit à acompte pourra être repoussée jusqu'à la première échéance qui suivra le constat d'un avancement des prestations correspondant à l'acompte suspendu.

7.4. Solde

L'ensemble des prestations forfaitaires constitue un lot de liquidation financière, de même que chaque bon de commande.

Le solde de chaque lot de liquidation financière sera payé après réception de l'ensemble des prestations correspondantes.

En cas de sous-traitance à paiement direct, pour chaque lot de liquidation financière, le montant, l'actualisation de prix comprise, qui sera réglé au titulaire sera égal à la différence entre le montant qui résultera de l'application de la formule de révision du prix sur le prix du lot de liquidation financière et le montant, actualisation de prix comprise, qui sera réglé au sous-traitant au paiement direct.

Les demandes de paiement de solde sont transmises par le titulaire en un exemplaire à la personne référencée en annexe au présent CCAP selon les dispositions relatives aux modalités de paiement (cf. article 8) *infra*.

7.5. Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire en exécution de son marché seront payées, par virement administratif, dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement correspondant. En cas d'application d'un escompte, ce délai pourra être réduit.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé majoré de huit points de pourcentage.

Le délai peut être suspendu à la demande de la personne responsable du marché, du titulaire ou du comptable si la facture ou ses annexes présentent des anomalies en interdisant le paiement.

Pour les avances, acomptes et soldes, le point de départ du délai de paiement est :

- **Pour l'avance :**
 - La date la plus tardive entre la date de demande du paiement de l'avance pour la partie forfaitaire du marché et la date de notification du marché ;
 - La date de notification du bon de commande, le cas échéant ;
- **Pour les acomptes,** la plus tardive des deux dates entre :
 - La date de l'échéance périodique ouvrant droit à acomptes tel que prévu à l'article 7.3 *supra* ;
 - La date de réception par le CH Georges Mazurelle – EPSM de Vendée, selon les dispositions relatives à la transmission des factures (cf. article 8 *infra*), de la demande d'acompte.
- **Pour le solde :** à compter de la date de réception par le CH Georges Mazurelle – EPSM de Vendée ; selon les dispositions relatives à la transmission des factures (cf. article 8 *infra*), de la facture du titulaire.

ARTICLE 8 - MODALITES DE PAIEMENT

8.1. Présentation des factures sous forme électronique

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures doivent comporter, outre les autres mentions prévues à l'article D.2192-5 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro du marché, à inscrire dans la colonne « Numéro de Commande »
- le numéro de SIRET qui identifie l'établissement en tant que destinataire de la facture,
- le code service ou n° d'engagement de l'entité en charge du règlement de la facture.
- Le numéro et la date du bon de commande, le cas échéant,

Attention : le code service ou n° d'engagement de l'entité en charge du règlement de la facture est une information essentielle qui permet un traitement des factures dans un délai nominal. L'absence de cette mention ne permet pas au service en charge de la liquidation de la facture de retrouver cette facture sur le portail CHORUS-PRO. En conséquence, le délai de paiement peut être impacté en l'absence de cette mention.

Ces informations sont données pour chacun des lots en annexe à l'acte d'engagement, au plus tard à la date de notification du marché.

8.2. Modalités de règlement

Le paiement des factures est effectué par virement administratif par le Trésorier Principal des Hôpitaux selon les modalités de l'article R2192-11 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 - DELAIS DU MARCHE

9.1. Date de début d'exécution

La date de début d'exécution du marché est la date mentionnée à l'article 5 *supra*.

9.2. Contenu des délais

Les durées prévues au marché s'entendent, périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire (ou des cotraitants ou des sous-traitants).

9.3. Définition des délais

En ce qui concerne la part de prestations commandables par bons de commande, celle-ci s'étend sur la durée du marché, reconductions éventuelles comprises. Cette durée s'entend comme période de validité pendant laquelle il est possible d'émettre des bons de commande. Il est possible d'émettre des bons de commandes pendant toute la période de validité. La durée d'exécution des commandes passées dans le cadre du présent marché ne pourra excéder 3 mois à compter de la date de fin de période de validité susmentionnée. Les commandes notifiées pendant la période de validité seront exécutées jusqu'à leur terme.

9.4. Prolongation des délais d'exécution

Toute prolongation de délai d'exécution ne peut être accordée que dans le respect du CCAG/FCS. Si une prolongation est demandée par le titulaire, sa demande doit être adressée à l'établissement partie par lettre recommandée avec avis de réception postal et doit en préciser les causes, et ce dans un délai de 10 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. La décision de l'établissement partie est notifiée par écrit au titulaire

9.5. Pénalités

Des pénalités sont appliquées au Titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels. Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne s'appliquent pas aux cas de force majeure.

Tous les montants indiqués, ou servant au calcul des pénalités, sont des montants nets de taxes.

Les pénalités indiquées ci-après sont cumulables.

Description de la pénalité (référence CCTP)	Référence article du CCTP	Montant de la pénalité
Non transmission du dossier d'identité des installations, si celui-ci est manquant et pour les dossiers SSI existants consignera l'état des lieux contradictoire	6.3.2	400 €
Non transmission de l'état des lieux contradictoire pour les dossiers SSI existants	6.3.2	400 €
Non transmission des mises à jour des dossiers d'identité des installations	6.3.2	400 €
Non transmission dans un délai de 3 mois à compter de la prise d'effet du marché au Responsable Sécurité du CHGM (par envoi recommandé avec A.R.) d'un rapport de prise en charge des installations, précisant les éventuelles anomalies constatées	6.4.2	400 €
Non transmission d'un état des lieux sera dressé 2 mois avant la date d'expiration du marché	6.4.3	400 €
Non-respect du délais d'intervention (CCTP) suite à l'appel du client (téléphone, mail)	6.6.1	100 €
Non transmission du plan de prévention particulier	6.6.5.1	400 €
Intervention sans accord du Responsable de Sécurité du CHGM et/ou sans permis feu	6.6.5.2	100 €
Absence de signalisation de chantiers	6.6.5.3	100 €
Absence de mesures de consignations	6.6.5.4	100 €
Non-respect de l'évacuation des déchets	6.6.10	100 €
Non-respect des obligations en matière environnementale	6.6.12	400 €

Absence de consignation après chaque intervention sur le cahier d'entretien de la centrale SSI des faits importants concernant le fonctionnement de l'appareil	6.9.2	100 €
Non transmission du rapport de visite après chaque intervention	6.9.3	100 €
Non intégration des rapports semestriels et annuels au rapport d'activité lors des réunions	6.9.4	100 €
Non constitution et/ou non mise à jour du dossier techniques des équipements	6.9.5	400 €
Non constitution de la notice d'instruction et/ ou non mise à demeure dans le local proche des SSI/CMSI	6.9.6	100 €
Non transmission du planning prévisionnel des interventions de maintenance sur les 12 mois suivant le démarrage du marché (validé par le responsable Sécurité du CHGM)	6.9.7	400 €
Non transmission au 31 janvier N+1 du rapport annuel d'activité au Responsable Sécurité du CHGM	6.9.8	400 €
Non-respect du devoir de conseil	6.12	400 €
Non-respect des prestations prévues au forfait	8.3	400 €
Non constitution d'un état des lieux d'entrée et de sortie et/ou non transmission d'un planning de réalisation d'états des lieux validé par le Responsable Sécurité	8.3.1	
Non-respect des deux visites de maintenance du SSI (essais, étanchéité) et du calendrier d'exécution	8.4.1	400 €
Non mise à jour de la programmation et/ou non transmission de celle-ci au Responsable sécurité	8.4.2	400 €
Non transmission de la liste des détecteurs à reconditionner	8.4.3	400 €
Non transmission du compte rendu de vérification périodique sur modèle APSAD Q13 à l'issue de chaque vérification périodique des Installation d'Extinction Fixe A Gaz	8.4.5	400 €
Non-respect du délais d'intervention (maximum 4 heures) dans le cadre du dépannage	8.5.1	400 €
Non-respect des règles de réparation et de la remise en état du matériel	8.5.2	400 €
Non-transmission de la fiche d'identité et de suivi informatique du matériel ou pièce remplacé couvert par une garantie	8.5.3	100 €
Non-respect des plannings d'interventions	8.7.2	400 €
Non-respect des délais d'interventions concernant les maintenances correctives, à l'exclusion de ceux précisés aux articles 9.5.1 ;9.5.2 et 9.5.3 du C.C.A.P.	8.7.3	400 €
Absence du titulaire aux réunions et/ou non-respect des délais de planification des réunions	8.7.4	400 €
Absence d'actualisation de la liste des matériels installés		100 € par cas constaté
Non-respect des conditions vestimentaires des agents ou absence de tenue ou tenue non identifiée		100 € par cas constaté
Non-respect des engagements du Titulaire indexés dans son mémoire technique (définition matériel, produit, ...)		100 € par cas constaté
Non-respect des délais d'intervention suite à une première intervention préventive restée sans résultat probant		100 € par cas constaté
Non-respect des consignes données par l'agent hospitalier référent au sein de l'établissement adhérent (horaires d'intervention, organisation de la prestation, ...)		100 € par cas constaté

Utilisation de produits non agréés par l'établissement adhérent		400 € par cas constaté
Utilisation d'un équipement ou d'un matériel non autorisé par l'établissement adhérent		400 € par cas constaté
Non-respect des consignes de sécurité		150 € par cas constaté
Faute lourde, vol, entrée de personnel non habilité, par cas constaté		5000 € H.T

9.5.1. Pénalités pour retard dans les délais d'intervention

Si les délais d'intervention définis à l'article 8.7.3.2 du CCTP sont dépassés, une pénalité de 100 € par heure de retard pourra être appliquée.

9.5.2. Pénalités pour retard dans la mise en place d'un agent de sécurité SSIAP

Si le titulaire ne met pas en place, à sa charge, un agent de sécurité SSIAP conformément et dans les délais prescrit par l'article 8.7.3.2.2, alors une pénalité égale à 600 € par jour de retard pourra être appliquée, sans mise en demeure préalable.

9.5.3. Pénalités pour retard dans la réalisation des travaux de levée de réserve

Si les délais définis à l'article 8.7.3.4 du CCTP sont dépassés, une pénalité égale à 100 € par jour de retard peut être appliquée.

9.5.4. Modalités d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont applicables du seul fait du constat par l'établissement d'un retard ou d'un manquement du Titulaire au regard de ses obligations. Il appartient au Titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Toutes les pénalités prévues au marché pourront être appliquées au Titulaire sans mise en demeure préalable.

L'application des pénalités pourra être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du Titulaire et après acceptation du CH Georges Mazurelle – EPSM de Vendée.

Le Titulaire sera informé de la décision de l'établissement adhérent d'appliquer des pénalités par courrier motivé adressé en lettre recommandée avec accusé de réception.

Les pénalités seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le Titulaire à l'établissement adhérent postérieurement au constat du manquement.

Si le montant des pénalités dépasse le montant de la facture présentée par le Titulaire un titre spécifique sera émis pour le paiement des pénalités.

Leur paiement n'exonère pas le Titulaire de son éventuelle responsabilité administrative, civile ou pénale vis-à-vis du CH Georges Mazurelle – EPSM de Vendée.

L'établissement peut en outre réclamer au Titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances du Titulaire, notamment en cas de non-réalisation d'une prestation prévue par le CCTP ou dans le mémoire technique du Titulaire.

ARTICLE 10 - CONDITIONS D'EXECUTION

10.1. Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité de livrer un produit conforme réalisé selon les clauses du présent marché. A ce titre, il doit obtenir le résultat demandé (cf. CCTP) avec les moyens qu'il a choisis.

10.2. Clauses techniques particulières

Les prestations doivent satisfaire aux exigences du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) mentionné à l'article 1 *supra*.

10.3. Lieux d'exécution

Les prestations seront réalisées sur les sites en intra et extra hospitaliers du CH Georges Mazurelle – EPSM de Vendée.

10.4. Opérations de vérification, décision à l'issue des opérations de vérification et réception.

10.4.1. Opérations de vérification

Les opérations de vérifications sont de la responsabilité du pouvoir adjudicateur ou son représentant. Sauf dérogation prévues par le présent document, elles se dérouleront conformément aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS.

10.4.2. Dématérialisation de la décision de réception

En application de l'article 3.1 du CCAG/FCS, la décision de d'admission peut être notifiée par voie dématérialisée. La date d'envoi du mail valant date de notification.

10.4.3. Délai de notification de la décision

Conformément aux dispositions des articles 29 et 30 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur prononcera la décision et disposera d'un délai de 15 jours à dater de la livraison pour notifier sa décision.

10.4.4. Date d'effet d'admission

La date d'effet d'admission est la date de notification de la décision d'admission et ne peut être postérieure à la date d'expiration du délai imparti pour prononcer et notifier la décision de réception.

ARTICLE 11 - GARANTIES

11.1. Garanties de bonne exécution

La garantie est une garantie de bonne exécution du marché. Le titulaire du marché est soumis à une obligation de résultats. Il est de sa responsabilité de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de ses missions pour remettre en état de marche les matériels avec des conditions de sécurité optimales. Les moyens et modalités décrits dans le CCTP sont des moyens minimaux qui ne sont pas limitatifs.

Le titulaire assume la direction de l'exécution des prestations et les responsabilités qui y sont attachés du fait notamment de son rôle d'expert et de son devoir de conseil. En conséquence, pendant toute la durée du marché, le titulaire demeure responsable des dommages causés aux existants et aux personnels.

11.2. Garantie suite à remplacement

Dans le cas de remplacement ou de réparation d'une pièce constitutive d'un appareil, si une nouvelle défaillance affectant le même organe se produit dans un délai inférieur à un an, cette nouvelle intervention reste à la charge du titulaire, même après expiration du marché.

ARTICLE 12 - MODIFICATIONS DU MARCHÉ

12.1. Clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié quel que soit le montant, dans les cas décrits ci-après. La clause de réexamen sera réalisée par le CH Georges Mazurelle – EPSM de Vendée et notifiée au titulaire du marché.

12.1.1. Cession de marché

La cession de marché fera l'objet d'un acte modificatif sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- La cession ne doit pas entraîner de modification du prix du marché, de sa durée, de son objet et autres éléments substantiels.
- Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial

Dans cette optique, le nouveau titulaire devra fournir les mêmes niveaux de capacités qu'exigés lors de la passation du marché initial, et transmettre les pièces administratives exigées pour les attributaires.

Dans le cas d'une cession sans disparition de l'ancien titulaire, la notification de l'acte modificatif lui sera transmise également.

12.1.2. Ajout ou suppression de matériel et/ou d'installation

En cours de marché, le nombre d'appareils à entretenir pourra être modifié, en ajout ou suppression, pour les motifs suivants :

- Suppression d'un matériel ;
- Installation d'un nouveau matériel ou modification d'un matériel.
- Mise et service ou désaffectation de services et/ou bâtiments.

L'acte modificatif précisera le nouveau prix de la maintenance préventive.

12.2. Autres modifications

12.2.1. Travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires

En application de l'article R 2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque des travaux, fournitures ou services sont devenus nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ne figuraient pas dans le marché initial, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

12.2.2. Circonstances imprévues

En application de l'article R 2194-5 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

12.2.3. Modification non substantielle

En application de l'article R 2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

12.2.4. Modification de faible montant

En application de l'article R 2194-8 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications sont effectuées, le maître d'ouvrage prend en compte le montant cumulé.

Dans les 4 cas prévus ci-dessus, une clause modificative sera rédigée par le CH Georges Mazurelle – EPSM de Vendée et signée par les parties contractantes.

12.3. Force majeure

Si une partie (la "partie affectée") est empêchée ou retardée dans l'exécution d'une quelconque de ses obligations aux termes du présent contrat (autre qu'une obligation de paiement) par un cas de force majeure ou fortuit, communément accepté par la jurisprudence, les obligations de la partie affectée seront suspendues tant que le cas de force majeure durera et dans la limite où elle sera empêchée ou retardée.

Dans l'hypothèse d'un cas de force majeure, la partie affectée informera l'autre partie par écrit des raisons l'empêchant de s'acquitter de ses obligations et des mesures qu'il entend adopter afin de pallier dans la mesure du possible cette force majeure et d'en limiter les effets.

La partie affectée informera l'autre partie de la cessation de la force majeure et reprendra l'exécution de ses obligations aux termes des présentes.

Si le cas de force majeure dure plus d'un (1) mois à compter du jour où le cas de force majeure est apparu et notifié, l'autre partie pourra résilier le présent contrat moyennant un préavis écrit d'au moins quinze (15) jours ouvrés à l'autre partie et ce sans aucune indemnité.

ARTICLE 13 - RESPECT DES REGLES PROPRES AUX ETABLISSEMENTS DE SANTE

Le titulaire est tenu de respecter les règles de discrétion et doit se conduire correctement envers les patients et personnels des établissements adhérents. De même, les règles propres à la circulation au sein des sites devront être respectées.

Le personnel du titulaire sera tenu de respecter les indications, limitations et interdictions temporaires ou permanentes spécifiées de quelque manière que ce soit, sur les portes ou à l'intérieur des locaux. Il en est de même pour les consignes verbales ou écrites émanant des référents du site. En cas par exemple de travaux sur le circuit d'enlèvement, il sera demandé au titulaire du marché de respecter un circuit dégradé. En aucun cas il ne pourra se prévaloir de ces difficultés momentanées pour ne pas exécuter ses missions.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

Les parties reconnaissent que le contrat revêt un caractère strictement confidentiel et s'engagent à n'en révéler la teneur à aucune personne autre que celles nécessaires à son exécution.

Les stipulations qui précèdent n'empêcheront pas l'une des parties de se prévaloir en justice des termes du contrat pour en obtenir l'exécution par l'autre partie, de présenter les dispositions du présent contrat à toute requête d'une autorité administrative à laquelle elle doit se soumettre, et notamment mais non exclusivement à l'administration fiscale, et de présenter les dispositions du présent contrat lors de vérifications conformément aux règles comptables qui lui sont applicables et notamment lors des audits de ses commissaires aux comptes.

L'obligation de confidentialité survivra à l'échéance du présent contrat pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la fin de celui-ci.

ARTICLE 15 - SECURITE ET DISCIPLINE

Le titulaire assure sous sa responsabilité, la sécurité et la discipline de son personnel au sein de l'établissement.

Dans tous les cas, le titulaire s'engage à faire respecter le règlement intérieur de l'établissement et les consignes d'hygiène et de sécurité.

Les personnels du titulaire pourront être amenés à interrompre leur activité s'ils considèrent que les conditions de travail dans lesquelles ils opèrent constituent un risque pour la sécurité. Dans ce cas ils en informeront aussitôt le Responsable Sécurité du CHGM.

ARTICLE 16 - ASSURANCES

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance destinée à couvrir l'ensemble des dommages matériels, corporels et immatériels causés pendant la période de mise à disposition et d'essai éventuels des

équipements, la livraison, l'installation, la mise en service des installations et pendant l'exécution de toutes les prestations de maintenance, que ces dommages soient causés par son personnel salarié en activité de travail ou par ses préposés ou toute personne dont il se serait attaché le concours.

Il devra joindre à son dossier la copie de sa police d'assurance, le pouvoir adjudicateur se réservant le droit de demander des garanties supplémentaires s'il s'avère que les garanties offertes sont insuffisantes pour couvrir la totalité des risques.

ARTICLE 17 - CERTIFICATIONS – NORMES - REGLEMENTATION

Le titulaire est tenu de fournir tous les éléments nécessaires à la production de documents à caractère réglementaire.

Tous les appareils devront être conformes aux normes et réglementations française et européenne en vigueur au moment de la réalisation des prestations de maintenance.

D'une manière générale, le fournisseur devra indiquer et communiquer :

- S'il possède une ou des certifications en fournissant une copie de la (ou des) attestation(s) délivrée(s) par l'organisme certificateur,
- Le nom du responsable qualité,
- Le marquage CE.

Si, à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou jurisprudentielle, les prestations du titulaire du marché sont modifiées et affectent même de façon mineure l'exécution de la prestation, le titulaire s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du présent marché.

Le CH Georges Mazurelle – EPSM de Vendée pourra conclure, le cas échéant, un avenant afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

ARTICLE 18 - PLAN DE PREVENTION

Conformément à l'arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R. 4512-7 du code du travail, il est établi par écrit un plan de prévention.

Les personnels du titulaire pourront être amenés à interrompre leur activité ou celle de l'équipement s'ils considèrent, soit que les conditions de travail dans lesquelles ils opèrent, soit que l'état de fonctionnement ou de propreté de l'équipement constitue un risque pour la sécurité. Dans ce cas ils en informeront aussitôt le service concerné.

Le titulaire a l'obligation de prendre contact avec le service de sécurité avant de débiter toute intervention afin de se faire connaître, de déclarer sa présence dans les locaux et d'arrêter les conditions de ses interventions.

Chaque intervenant du titulaire disposera d'un badge d'identification précisant le nom de l'intervenant et le nom de la société.

ARTICLE 19 - SOUS TRAITANCE

Les règles relatives à la sous-traitance sont mentionnées aux articles L.2193-10 et suivants du code de la commande publique, pris en application de la loi no 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Elle ne doit permettre que de faire réaliser une partie des prestations par un tiers. La sous-traitance totale, c'est-à-dire de la totalité des prestations est strictement interdite. De même, la sous-traitance est interdite en marché de fourniture. Le titulaire peut toutefois, dans ce type de marché, faire appel à des fournisseurs. Le fournisseur, contrairement au sous-traitant, se contente de livrer (et éventuellement de fabriquer) des produits ou matériaux qui ne comportent pas de spécifications exceptionnelles.

Le titulaire d'un marché de services qui veut en sous-traiter une partie demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Le titulaire devra indiquer impérativement au pouvoir adjudicateur :

- La nature et l'importance des prestations sous-traitées ;
- La raison sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Tous renseignements de nature à préciser les capacités, références, moyens et certifications du sous-traitant ;
- Les conditions de paiement du sous-traitant prévues par le contrat de sous-traitance ainsi que les modalités de règlement des sommes dues au sous-traitant (paiement au titulaire ou directement au sous-traitant).

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une astreinte égale à 100 € par jour de retard. Cette astreinte s'applique pour chaque jour de retard. Cette astreinte sera restituée au titulaire uniquement lors de la communication d'un contrat de sous-traitance et/ou avenant valide(s).

Dans tous les cas, les conditions d'exécution du présent marché s'imposent autant au titulaire qu'à son ou ses sous-traitant(s). Le candidat ou titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché et s'engage à respecter les conditions des articles L.2193-10 et suivants du code de la commande publique. Une déclaration de sous-traitance (DC4 ou forme libre) dûment complétée et signée par toutes les parties devra être remplie si le candidat souhaite présenter un sous-traitant au moment du dépôt de son offre ou en cours d'exécution du marché.

Le sous-traitant (fournisseur ou prestataire) ayant accès à des données concernées par le RGPD (Règlement Européen de protection des Données), doit présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du Règlement.

Ces mesures doivent par ailleurs être régies par contrat.

Si ce sous-traitant souhaite faire appel à un sous-traitant, l'entreprise responsable du traitement doit d'abord l'approuver conformément au chapitre IV « Responsable du traitement et sous-traitant » article 28 du Règlement.

ARTICLE 20 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Il est fait application de l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant des données à caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers non autorisé. Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 25 mai 2018.

Les données personnelles communiquées dans les documents contractuels seront essentiellement utilisées pour assurer le traitement des candidatures. Elles seront conservées ensuite dans un fichier informatisé strictement accessible au seul personnel de notre administration.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation de publication des données essentielles des marchés publics conformément à l'article R.2196-1 du code de la commande publique)
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, le CH Georges Mazurelle – EPSM de Vendée s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires et appropriées. Le titulaire du marché devra respecter de proportionnalité, de minimalisation (réduire au maximum la quantité de données traitées dès le départ) et de limitation de la conservation des données, assurant ainsi que seules les données pertinentes définies par l'acheteur seront traitées au sein de l'offre au regard des objectifs poursuivis et sous le contrôle des seules personnes habilitées.

La politique de confidentialité est précisée sur le site internet du CHGM :

<https://www.ch-mazurelle.fr/politique-de-protection-des-donnees-a-caractere-personnel-et-cookies/>

ARTICLE 21 - CONDITIONS DE RESILIATION

Les dispositions applicables sont celles des articles 38 à 45 du CCAG/FCS.

Le marché pourra faire l'objet d'une ou plusieurs résiliations partielles.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation effectuée pour un motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à indemnisation.

21.1. Résiliation pour manquements graves et répétés :

En cas de manquements graves ou répétés du Titulaire à ses obligations contractuelles, le CH Georges Mazurelle – EPSM de Vendée pourra résilier le contrat après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire.

Si la mise en demeure est restée sans effet dans un délai de 15 jours, alors le marché public sera résilié dans un délai de 3 mois.

21.2. Exécution aux frais et risques

Dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au contrat ou sur le bon de commande le CH Georges Mazurelle – EPSM de Vendée se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au Titulaire défaillant.

21.3. Résiliation pour motif d'intérêt général :

La résiliation du marché peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans faute du Titulaire, pour un motif d'intérêt général. Il en informera par écrit le Titulaire au minimum deux mois au moins avant la prise d'effet.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation effectuée pour un motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à indemnisation.

21.4. Résiliation pour faute :

Le marché pourra être résilié pour faute du titulaire dans les conditions prévues par l'article 41 du CCAG-FCS.

La décision de résiliation ne pourra intervenir qu'après que le Titulaire ait été informé de la sanction envisagée par lettre recommandée avec accusé de réception, et invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

ARTICLE 22 - MARCHES SIMILAIRES

Le CHD Vendée, établissement support du GHT Vendée, se réserve la possibilité de réaliser des marchés similaires au titre de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 23 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige pour l'exécution du marché, le tribunal administratif de Nantes est seul compétent. Les dispositions générales fixées par le code de la commande publique et les textes subséquents s'appliqueront de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé.

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'Ile Gloriette
BP 24111
44041 NANTES Cedex 01

ARTICLE 24 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire, contacter :

Aspects techniques et fonctionnels :

Olivier L'HARIDON – Responsable sécurité
Tél. : 02.51.09.73.13
Mail : olivier.lharidon@ch-mazurelle.fr

Aspects administratifs :

Cellule juridique
Direction des Ressources Matérielles et du Patrimoine
Tél. : 02.51.44.61.38
Tél : 02.51.44.60.38
Mail. : dstc@chd-vendee.fr

EPSM de Vendée - CH Georges Mazurelle
DSELPSI
Isabelle SIRE
Téléphone : 02.51.09.73.11
Mail : isabelle.sire@ch-mazurelle.fr

ARTICLE 25 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCAP sont les suivantes :

Article du CCAP	Articles du CCAG auquel il est dérogé
1	4.1
7.1	11
9.5.4	14.1.1
21	38 et 42

A La Roche sur Yon, le **24 JAN. 2025**

Le Directeur des Ressources
Matérielles et du Patrimoine du CHD
Vendée
Etablissement support du GHT85
T. BENHASSAN

Po Gaucher CAUMONT



ANNEXE : FICHE DE RENSEIGNEMENTS

Cette fiche est transmise à titre indicatif.

PERSONNE PUBLIQUE

Nom : EPSM DE VENDÉE - CENTRE HOSPITALIER GEORGES MAZURELLE
Forme Juridique : ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE MENTALE
SIREN : 268 502 416
APE : 8610Z -Nature de l'activité : Activités hospitalières

Coordonnées de l'entité EPSM DE VENDÉE - CENTRE HOSPITALIER GEORGES MAZURELLE

Siège social : Rue d'Aubigny – 85026 LA ROCHE SUR YON CEDEX
Directeur des Services Economiques, Logistiques et techniques et du Patrimoine : M. LENGLINÉ
Téléphone : 02.51.09.72.17
Mail : dse@ch-mazurelle.fr
Site internet : www.ch-mazurelle.fr

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Marchés Hospitaliers :

Cellule Juridique des contrats de la commande publique – Nathalie POTIER - Juriste
Téléphone : 02-51-44-61-38
Adresse e-mail service marchés : dstc@chd-vendee.fr

RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES

L'HARIDON Olivier – Responsable Sécurité
Téléphone : 02.51.09.73.13
Adresse e-mail : olivier.lharidon@ch-mazurelle.fr

Commandes :

ETABLISSEMENT EMETTEUR DE LA COMMANDE	ADRESSE	PERSONNE REFERENTE POUR LES COMMANDES ET COORDONNEES
EPSM DE VENDÉE - CENTRE HOSPITALIER GEORGES MAZURELLE	Direction des Services Economiques, Logistiques et techniques et du Patrimoine et des Systèmes d'Information et du Numérique Rue d'Aubigny 85026 La Roche Sur Yon - cedex	Isabelle SIRE Tél : 02.51.09.73.11 Mail : isabelle.sire@ch-mazurelle.fr

Facturation :

ETABLISSEMENT(S) (entité exacte)	ADRESSE(S) DE FACTURATION	PERSONNE REFERENTE POUR LA FACTURATION ET COORDONNEES
EPSM DE VENDÉE - CENTRE HOSPITALIER GEORGES MAZURELLE	Direction des Services Economiques, Logistiques et techniques et du Patrimoine et des Systèmes d'Information et du Numérique Rue d'Aubigny 85026 La Roche Sur Yon - cedex	Isabelle SIRE Tél : 02.51.09.73.11 Mail : isabelle.sire@ch-mazurelle.fr

Factures par CHORUS PRO :

- Numéro de siret : 268 502 416 00012
- Code service : SERVICES_ECONOMIQUES
- Code engagement : numéro de marché

Mandatement :

ETABLISSEMENT EMETTEUR DE LA COMMANDE	ADRESSE	PERSONNE REFERENTE POUR LE MANDATEMENT ET COORDONNEES
EPSM DE VENDÉE - CENTRE HOSPITALIER GEORGES MAZURELLE	Direction des Usagers, des Affaires Financières et de la Contractualisation Interne Rue d'Aubigny 85026 La Roche Sur Yon - cedex	Stéphanie QUAIREAU Tél : 02.51.09.72.16 Mail : stephanie.quaireau@ch-mazurelle.fr

Trésorerie Publique :

Monsieur Le Trésorier des Hôpitaux
5 rue de la Simbrandière – BP 764
85020 - La Roche sur Yon
Tél. : 02 51 08 86 30
Fax : 02 51 36 04 65

